

TABLE DES MATIERES

Liste des auteurs	5
Sommaire.....	9
Avant-propos	13
Propos introductifs Une vision à long terme du concept d'aménagement du territoire maritime	
L'histoire de l'aménagement du territoire maritime français par Arnaud Jaulin.....	19
I. Le territoire maritime, au cœur d'enjeux stratégiques et géopolitiques.....	21
A. Le support d'une économie spécifique.....	21
1. <i>Dans une géographie charnière : des espaces délaissés ou ultra-</i> <i>considérés</i>	21
a. Définir le territoire maritime : un espace littoral inégalement aménagé.	21
b. Le handicap des liens distendus entre la France et la mer	23
2. <i>Le lieu par excellence du passage et de l'échange</i>	26
a. D'abord, le développement de petits ports « privés » pour la pêche et le commerce	26
b. Avec les ports des villes de commerce, le contrôle renforcé du roi	27
B. Une terre indispensable à la protection militaire du pays.....	28
1. <i>Organiser la défense</i>	28
a. Veiller sur la frange littorale, zone d'immixtion, de départ et de fuite...	28
b. Fortifier pour dire la force du territoire	29
2. <i>Marquer des frontières qui constituent un État</i>	32
a. La création tardive de la Marine et le besoin national d'arsenaux.....	32
b. Les difficultés à trouver de bons ports de guerre	33
II. Le territoire maritime, espace naturel à exploiter et protéger.....	35
A. Apprendre à maîtriser la nature et des terres incertaines.....	35
1. <i>La protection contre les aléas d'une mer difficilement domptable</i>	35
a. Lutter contre les intrusions de la mer et colères du climat.....	35
b. Sauver les habitants, les terres et désenvaser	36
2. <i>Dominer la nature et vouloir gagner des espaces sur la mer</i>	36
a. La mainmise sur les marais	36

TABLE DES MATIERES

b. L'urbanisation des littoraux et l'extension (hégémonique ?) sur les mers	38
B. De l'utilisation à la protection d'un espace fragile produisant de la richesse.....	38
1. <i>Savoir utiliser un espace particulier sous toutes ses formes</i>	38
a. L'exploitation des ressources naturelles (pêche, sel, algues, cultures) et de l'énergie marine	38
b. Un espace sous pression d'intérêts pécuniaires	40
2. <i>Réguler juridiquement et administrativement un territoire très pluriel</i> ...	41
a. Un droit de la mer médiéval, une protection juridique du littoral moderne	41
b. La considération environnementale : le Conservatoire du littoral, aménageur foncier.....	43
De l'application de la notion de territoire en mer Quelques réflexions juridiques inabouties... par Véronique Labrot.....	45
I. De la manière dont le droit de la mer parle de la terre et de la mer... : la scission de la mer pour en faire un espace strié.....	47
A. La mer, entre espace et territoire	47
B. Le découpage de la mer : entre frontière et emprise.....	49
II. De la manière dont le droit s'intéresse à la terre et à la mer : la confusion ou la subtilité d'un espace en voie de [re]devenir lisse	52
A. De l'imprécision des termes utilisés aux positions théoriques contradictoires ou l'illusion de la normalisation terre/mer.....	52
B. De la création subliminale de territoires par la seule utilisation des compétences internationales attribuées ou le leurre des aires marines protégées	54
Conclusion	59
De la gestion intégrée des zones côtières à la planification spatiale maritime : quels liens entre ces deux principes de gestion ? Quelle position adoptée par la France ? par Mathilde de Cacqueray et Catherine Meur-Férec	61
I. Quels liens entre GIZC et PSM ?	63
A. Historique du développement de la GIZC et de la PSM à l'échelle européenne	63
B. Principes commun et divergences entre GIZC et PSM	66
II. Perceptions françaises de la PSM	70
A. Les particularités françaises vis-à-vis de la PSM	70
B. Freins et perspectives pour l'application de la PSM dans le contexte français	74

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE MARITIME

Conclusion	76
Références	76
Première partie	
Le nouveau cadre politique et institutionnel de l'aménagement maritime	
Titre I	
La dynamique européenne pour les territoires maritimes	
La dynamique européenne pour les territoires maritimes : mise en perspective	
par Didier Le Morvan	83
Le cadre européen de la planification de l'espace maritime Illustration des limites de la méthode de l'intégration fonctionnelle	
par Annie Cudennec.....	89
I. La planification maritime européenne : un processus évolutif	90
A. La planification maritime sectorielle : le recours au zonage	91
1. <i>Les prémices de la politique commune de la pêche</i>	91
2. <i>Le zonage environnemental : des zones de protection au réseau Natura 2000</i>	92
B. L'émergence d'une approche intégrée de planification.....	93
1. <i>L'intérêt premier en faveur d'une gestion intégrée de la zone côtière</i>	93
2. <i>L'apport du Livre bleu : « Une politique maritime intégrée pour l'Union européenne » et ses prolongements</i>	94
3. <i>L'outil de planification environnementale intégrée: la directive cadre 2008/56/CE « stratégie pour le milieu marin »</i>	96
II. La directive 2014/89/UE : une esquisse de la planification intégrée de l'espace maritime	97
A. Un processus de mise en cohérence des activités humaines dans l'espace maritime	97
1. <i>Des objectifs en principe ambitieux</i>	98
a. Des objectifs inscrits dans la stratégie Europe 2020.....	98
b. Des objectifs modulés par les États membres	98
2. <i>Des instruments transversaux</i>	99
B. Une mise en cohérence limitée.....	101
1. <i>L'abandon d'un cadre pour la gestion intégrée des zones côtières (GIZC)</i>	101
2. <i>L'obligation de planification minimale</i>	102
a. Un cadre souple	102
b. Une planification réduite à l'identification des activités et usages.....	103
c. Un contrôle limité de la Commission	103
Conclusion	104

TABLE DES MATIERES

La politique maritime intégrée et l'aménagement du territoire en France par Danielle Charles-Le Bihan.....	105
<i>La Politique maritime intégrée de l'UE : un impact territorial</i> <i>structurant</i>	105
<i>Des instruments juridiques spécifiques d'accompagnement de la Politique</i> <i>maritime intégrée (PMI) à l'échelle de l'UE</i>	108
<i>Une Politique Maritime Intégrée « française » ?</i>	110
I. L'approche française de la PMI par les écosystèmes ou l'entrée par la composante environnementale du développement durable	111
A. « La stratégie nationale pour la mer et le littoral » (SNML)	111
1. <i>La Stratégie nationale pour la mer et le littoral (SNML),</i> <i>inscrite à l'article L 219-1 du Code de l'environnement</i>	111
2. <i>Des documents stratégiques de façade (DSF) comportant le plan</i> <i>d'action pour le milieu marin (PAMM)</i>	112
B. De nouvelles échelles de gouvernance axées sur la concertation	113
1. <i>La stratégie nationale pour la mer et le littoral (SNML)</i>	113
2. <i>Le document stratégique de façade (DSF) comportant un plan d'action</i> <i>pour le milieu marin (PAMM)</i>	113
II. Une difficile approche française du développement durable centrée sur les activités humaines (par la GIZC) et la Planification spatiale maritime ...	114
A. Un besoin pour l'Union européenne de règles en matière de planification de l'espace maritime.....	114
<i>Une compétence supplétive de l'UE fondée sur le principe de</i> <i>subsidiarité</i>	115
<i>Une facilitation ou un encouragement à la coopération transfrontière</i>	115
<i>Un dialogue permanent et une consultation du public à un stade</i> <i>approprié</i>	116
<i>Un suivi par la Commission Européenne</i>	117
B. Quelle plus-value pour une nouvelle approche intégrée par la planification des activités maritimes : une interrogation française ?.....	117
1. <i>La complexité de la planification est soulignée</i>	117
2. <i>La complexité de la gouvernance s'accroît</i>	118
En conclusion	119
Les enjeux de la transnationalité des approches intégrées pour l'aménagement des espaces marins, regards croisés économiste et juriste par Betty Queffelec et Denis Bailly	121
I. L'obligation de coopération pour la mise en œuvre de la planification de l'espace maritime	123
A. Une obligation positive de réaliser la coopération	124

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE MARITIME

B. Une liberté assurée des modalités de la coopération	125
II. Les conditions de la coopération pour la mise en œuvre de la planification de l'espace maritime	129
A. Les stratégies de coopération transnationale	129
B. La coopération transnationale opérationnelle : le cas du partage des données.....	130
Titre II	
La diversité des acteurs de l'aménagement et la variété des échelles spatiales	
L'évolution du rôle stratégique de l'État dans l'aménagement du territoire maritime par Agathe Van Lang.....	137
I. La définition – plutôt satisfaisante – d'une planification ultidimensionnelle.....	139
A. L'adoption d'une planification stratégique du milieu marin en droit français.....	140
B. Le respect des objectifs européens	141
II. La recherche d'une gouvernance intégrée de l'espace maritime : des progrès attendus.....	145
A. Le maintien du rôle prépondérant de l'État.....	146
B. Le développement des procédés participatifs.....	148
Les aménagements de la loi Littoral et le travail parlementaire par Raymond Léost.....	151
I. Des adaptations inutiles et inapplicables par le législateur.....	152
A. L'application de la loi Littoral aux rives des grands lacs montagnards : un pas en arrière puis un pas en avant du législateur.....	152
B. L'exclusion des règles restrictives de constructibilité aux rives des étiers et rus : un pas unique dans l'attente d'un pas contraire du législateur	156
II. Des adaptations nécessaires mais imparfaites par le législateur.....	160
A. L'inapplication du dispositif anti-mitage à certaines activités agricoles en trois pas législatifs	160
B. L'inapplication exceptionnelle de la loi Littoral aux stations d'épuration des eaux usées en deux pas législatifs	163
Les compétences des autorités locales en matière d'aménagement, de développement et de protection des territoires maritimes dans le cadre de la planification urbaine par Jean-François Struillou	165
I. L'intérêt de la planification urbaine pour la gestion des territoires maritimes.....	166
II. Planification urbaine et protection des espaces agricoles et naturels littoraux	170
	415

TABLE DES MATIERES

Titre III

Eclairages comparatistes

L'aménagement du territoire maritime et la planification en droit espagnol

par José Manuel Sobrino..... 179

I. Présentation du cadre juridique espagnol sur le territoire maritime et la planification..... 181

A. La réglementation sur le littoral : les lois de « Costas »..... 181

B. La législation concernant la gestion intégrée des zones côtières : les stratégies, les plans et la Loi sur la protection de l'environnement marin 189

II. Les principales questions soulevées par l'application de la réglementation espagnole concernant le territoire maritime..... 194

A. La complexe délimitation des compétences dans « l'État des autonomies » (*Estado de las autonomías*) et son application au territoire maritime..... 194

B. La privatisation du littoral espagnol ? 198

Considérations finales..... 199

Les limites de l'aménagement de l'occupation durable de la zone côtière brésilienne

par Carina Costa de Oliveira et Luciana Fernandes Coelho 201

I. Les limites institutionnelles de la gestion de l'occupation durable de la zone côtière 205

A. L'identification de l'organe de protection environnementale compétent pour autoriser l'occupation de la zone côtière..... 206

B. Les problèmes de la gestion intégrée de la zone côtière liés à la compétence de l'Autorité Maritime pour autoriser les constructions dans cette zone 210

II. Les limites normatives de la gestion de l'occupation de la zone côtière..... 214

A. La possibilité d'occupation de la zone côtière en raison de l'utilisation imprécise des concepts 214

B. La nécessité d'une restriction générale de construire dans une bande littorale 217

Conclusion 221

Références 222

Affaires 222

Marine Planning: Applying the UK Tradition of Discretionary Planning to the Seas

by Stephen Jay 225

Growing Diversity in Maritime Spatial Planning 225

Characteristics of Planning in the United Kingdom 226

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE MARITIME

The Statutory Framework for MSP in the UK	226
Marine Plan-Making in England.....	228
The Uncertain of the UK's Marine Plans	230
Aquaculture & Marine Planning in Nova Scotia	
by Meinhard Doelle	233
1. Introduction	233
2. The Nova Scotia Regulatory Review of Aquaculture.....	235
3. Lessons Learned for ICZM, Ocean Zoning & Marine Planning.....	237
Deuxième partie	
Les mutations de l'aménagement du territoire maritime	
Titre I	
Les enjeux de l'aménagement urbain du littoral	
Les frontières de la mer ou le risque aménageur du littoral	
par Patrick Le Louarn	243
I. Des effets de la frontière lorsque celle-ci est une limite rigide des espaces habités	245
A. Un effet de frontière amplifié.....	246
1. <i>Des frontières physiques désormais incertaines.</i>	246
2. <i>Les frontières juridiques sont-elles figées ?</i>	248
B. Les réponses des documents d'urbanisme et de prévention	250
II. Concevoir la frontière maritime comme une « marche » entre les espaces habités et la mer ?.....	252
A. Installer une gouvernance plus resserrée et déconcentrée sur les territoires littoraux.....	252
B. Trouver les conditions d'un recul stratégique en bon ordre et socialement juste ?	254
La loi Littoral saisie par la planification stratégique	
par Loïc Prieur	257
I. L'expérience des directives territoriales d'aménagement.....	261
A. La faculté d'adaptation de la loi Littoral des directives territoriales d'aménagement	262
B. Les précisions apportées à la loi par la DTA sont opposables aux documents d'urbanisme et aux décisions liées à l'usage du sol	264
II. La recherche d'un nouvel instrument de planification permettant l'adaptation de la loi Littoral	266
A. Les chartes d'aménagement proposées par le rapport Herviaux et Bizet ..	267
B. Le rôle des SCOT dans l'application de la loi Littoral.....	268
1. <i>L'opposabilité de la loi Littoral en présence d'un SCOT</i>	268
2. <i>L'appréciation de la compatibilité entre un SCOT et la loi Littoral</i>	269
	417

TABLE DES MATIERES

Titre II
Les politiques d'aménagement des territoires spécifiques

La gestion intégrée de la mer et des littoraux ultramarins
par Marc Joyau..... 275

I. Les collectivités territoriales d'outre-mer soumises au principe d'identité
législative 276

 A. Les bassins maritimes ultramarins 276

 B. Le document stratégique de bassin maritime. 278

II. Les collectivités ultramarines obéissant au principe de spécialité
législative 281

 A. La Nouvelle-Calédonie 281

 B. La Polynésie française..... 281

Conclusion 286

**Développement durable et territoires insulaires : quels futuribles pour
les îles de la Pointe de Bretagne ?**
par Erwann Charles..... 289

I. Une approche de développement territorial intégré pour les îles du Ponant.. 290

 A. Développement local, démarche participative versus aménagement du
territoire..... 291

 B. L'identité territoriale et étude de territorialité 293

 C. La méthodologie d'étude de territoires maritimes spécifiques :
les îles du Ponant finistériennes 294

II. Réalités et enjeux d'un territoire singulier 296

 A. Une appréhension d'allochtone 296

 1. *Quelques caractéristiques d'un territoire rural profond*..... 296

 2. *Un territoire attractif pour des activités récréatives*..... 298

 3. *Des contraintes et handicaps spécifiques sévères*..... 299

 B. L'appréhension des autochtones..... 300

III. Quels futuribles pour les îles du Ponant finistérienne ? 303

 A. Quels scénarios pour demain ?..... 303

 B. Des actions prioritaires pour un développement durable des îles..... 305

Conclusion 305

Références 306

Titre III
La gestion de l'environnement dans l'aménagement du territoire

La planification aquatique et l'intégration terre-mer (DCSMM-DCE)
par Bernard Drobenko..... 311

I. Un contexte de planification évolutif 312

 A. Entre unité écosystémique et approches juridiques..... 313

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE MARITIME

B. L'influence du droit européen	314
C. Des planifications sectorisées mais une coordination perfectible	318
II. L'intérêt d'une intégration renforcée	320
A. Une gouvernance adaptée	320
B. Le dépassement des ambiguïtés.....	324
C. Les modalités d'intervention	326
Conclusion	328
Quelle place pour les activités de pêche dans l'aménagement du territoire maritime ? par Olivier Curtil.....	331
I. Des documents d'urbanisme peu adaptés à la planification des activités maritimes	332
A. Une application formelle des documents d'urbanisme en mer.....	332
1. <i>Domaine et modalités d'application des documents d'urbanisme en mer</i>	332
2. <i>Un zonage maritime partiel et succinct</i>	333
B. Le cas particulier des schémas de mise en valeur de la mer.....	334
1. <i>Un document de planification dédié aux activités littorales et maritimes</i>	334
2. <i>L'effet (relatif) des SMVM sur les activités de pêche</i>	335
II. Le rôle des aires marines protégées dans l'aménagement des activités de pêche	336
A. La place de la pêche dans les aires marines protégées	337
1. <i>Les AMP en tant qu'instruments de gestion des activités dans l'espace</i>	337
2. <i>Une gestion indirecte des activités de pêche par les AMP</i>	339
B. Intégration des AMP dans la politique de gestion et de conservation des ressources halieutiques	342

Titre IV

L'aménagement maritime et le développement économique

Politique maritime intégrée et valorisation économique du domaine public maritime naturel par Nathalie Bettio	347
I. L'intégration fondée sur l'aménagement des compétences de gestion du domaine public maritime naturel.....	350
A. Déconcentration renforcée de la valorisation économique du domaine public maritime naturel	350
1. <i>La restructuration des services déconcentrés du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie</i>	350
2. <i>Le renforcement de la déconcentration : vecteur de coordination des actions</i>	352

419

TABLE DES MATIERES

B. Décentralisation renforcée de la protection du domaine public maritime naturel.....	353
1. <i>Les missions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres</i>	353
2. <i>Les prérogatives du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres</i>	355
II. L'intégration relativisée par l'application des moyens de gestion du domaine public maritime naturel.....	356
A. Des limites à la prise en compte des enjeux environnementaux	357
1. <i>Des limites inhérentes aux procédures d'autorisation d'occupation du domaine</i>	357
2. <i>Des limites inhérentes aux mesures de protection du domaine</i>	358
B. Des limites à la prise en considération des documents d'urbanisme	360
1. <i>La portée nuancée de l'obligation de prendre en compte les documents d'urbanisme</i>	360
2. <i>La nécessité de renforcer le dispositif existant</i>	362
Conclusion	363
L'intégration des énergies marines renouvelables dans l'espace maritime par Nicolas Boillet	365
I. Le droit de l'énergie et le droit de la mer et du littoral : une intégration inaboutie.....	367
A. La politique énergétique de l'État ou l'intégration pragmatique des énergies renouvelables en mer.....	367
1. <i>Les appels d'offres en droit de l'énergie</i>	368
2. <i>Simplification des règles applicables</i>	370
B. L'intégration potentielle des EMR par la politique de la mer et du littoral	373
1. <i>La planification : la localisation des EMR et leur conciliation avec les autres activités</i>	374
2. <i>La planification sectorielle</i>	376
II. Les vecteurs d'intégration des énergies renouvelables en mer.....	378
A. La législation environnementale, vecteur principal de l'intégration des EMR.....	378
1. <i>L'évaluation environnementale et les énergies marines renouvelables</i> <i>Spécificité de l'évaluation en mer</i>	378
2. <i>Information et participation</i>	383
B. Les moyens de l'aménagement du territoire au service de l'intégration des EMR.....	386
Conclusion	389

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE MARITIME

Les ports maritimes et les instruments européens du développement territorial Une illustration des défis de la politique maritime intégrée par Gaëlle Guéguen-Hallouët.....	391
I. Les multiples instruments normatifs destinés à assurer la cohésion dans le développement des ports maritimes européens	392
A. La prise en compte des ports dans les différentes actions menées dans le cadre de la politique commune des transports et leur intégration dans le réseau transeuropéen de transport	393
1. <i>La diversité des actions menées dans le cadre de la politique commune des transports</i>	393
2. <i>L'intégration tardive des ports maritimes dans le RTE-T</i>	394
B. Les ports maritimes dans les politiques d'innovation et de croissance	396
1. <i>La politique de recherche et de développement technologique dans le secteur portuaire</i>	396
2. <i>La politique industrielle et le développement portuaire</i>	396
II. Le renforcement de l'efficacité des instruments financiers de la cohésion économique sociale et territoriale dans les infrastructures portuaires	398
A. La pluralité des instruments financiers de la cohésion économique sociale et territoriale dans les infrastructures portuaires	398
B. Des interrogations récurrentes sur l'efficacité des instruments financiers européens dans les infrastructures portuaires	399
Conclusion	400
Conclusion générale	
Conclusion générale par Michel Prieur	403
1. A la recherche de l'espace maritime	404
2. A la recherche de principes juridiques applicables : on peut distinguer des principes classiques de nouveaux principes.	406
3. La nécessité d'activer les instruments indispensables pour l'aménagement du territoire maritime	408

Extrait de l'ouvrage
L'aménagement du territoire maritime dans
le contexte de la Politique maritime intégrée
Sous la dir. de Nicolas Boillet

© éditions A.Pedone 2015 EAN 978-2-233-00773-5